

PROFIT

Spéculation sur la faim

La faim est une épée de Damoclès au-dessus de nombreux pays en voie de développement. Trop peu médiatisée, la problématique intéresse pourtant des investisseurs et des spéculateurs, qui en profitent allègrement.

Dans *L'empire de la honte*, paru en 2005, Jean Ziegler parle de deux armes de destruction massive, la dette et la faim. Ses paroles sont comme un écho moderne des invectives du prophète Amos contre les propriétaires terriens de son temps, qui s'enrichissaient de la vente de leur froment « *diminuant les mesures, augmentant les prix et faussant les balances* » et pouvant ainsi « *acheter des indigents pour de l'argent et un pauvre pour une paire de sandales* » (Amos 8, 5-8).

La dette des pays européens et ses effets catastrophiques sur les populations de certains pays en particulier, comme la Grèce et l'Espagne, a largement occupé l'attention des médias au cours de la dernière année. Et l'année qui commence, avec son train de mesures d'austérité, ne s'annonce guère meilleure. Malheureusement les effets de la faim sur les populations les plus fragilisées de plusieurs pays, en Afrique en particulier, occupe moins notre attention. Elle occupe cependant celle des investisseurs et des spéculateurs.

TIRER PROFIT DES PROBLÈMES ALIMENTAIRES

La multinationale Glencore a fait scandale en août dernier lorsque Chris Mahoney, son trader responsable des activités agricoles, a fait remarquer que la hausse des prix, la volatilité du marché et les délocalisations lui offraient de grandes opportunités de profits. Parmi les nombreuses réactions scandalisées, on peut noter celle d'Oxfam qui a regretté que des compagnies comme Glencore « *profitent de la misère et de la souffrance des pauvres qui sont les plus touchés par la volatilité des prix des aliments* ». Les banques

sont aussi de la partie. Selon un rapport récent du *World Development Movement*, la banque Barclays a gagné 529 millions de livres sterling en 2010 et 2011, par ses activités spéculatives sur les aliments.

Pas surprenant alors qu'au cours du seul mois de juillet dernier, selon l'*Office for National Statistics* britannique, le prix des aliments de base a augmenté de 10%, cette augmentation s'ajoutant à celle constante des dernières années. Le résultat est que des dizaines de millions de personnes, surtout dans les pays les plus pauvres, ne peuvent plus se procurer la nourriture suffisante pour leur survie.

L'AGRICULTURE PAYSANNE EN PÉRIL

Un autre scandale s'est produit en septembre dernier lorsque dans le contexte d'une grande rencontre tenue à Istanbul le 13 septembre sur la situation agroalimentaire mondiale, José Graziano da Silva, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Suma Chakrabarti, président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) cosignèrent dans le *Wall Street Journal* du 6 septembre un article intitulé *Hungry for Investment*. Ils y appelaient les gouvernements et organisations sociales à adopter le secteur privé (donc des sociétés comme Monsanto et ADM) comme « *moteur principal* » de la nécessaire croissance de la production alimentaire globale. Cette proposition a tout de suite suscité de vives réactions de centaines d'organismes soucieux du maintien de la subsistance et de la qualité de vie des paysans et des peuples indigènes. Ils y ont vu à juste titre,

l'appel à la destruction de l'agriculture paysanne et familiale. Or, l'humanité a besoin que les zones rurales et agricoles, où vit la moitié de la population mondiale, soient protégées. D'ailleurs, contrairement à ce que veulent faire croire les promoteurs de la grande industrie agroalimentaire, c'est cette agriculture familiale qui assure encore plus de la moitié de la production alimentaire globale ainsi que la majorité des emplois en zones rurales. Lorsque des centaines d'agriculteurs venus de toute l'Europe ont convergé sur Bruxelles en septembre dernier pour défendre cette agriculture paysanne, ils ont rappelé qu'une ferme disparaît toutes les deux minutes en Europe.

Il ne s'agit pas simplement d'une question de rentabilité économique. C'est la vie rurale elle-même comme distincte de la vie citadine qui est en danger de disparition. La sauvegarder est une exigence écologique pour le maintien de l'équilibre humain et non seulement de celui de la planète.



Armand VEILLEUX,
père abbé de l'abbaye de Scourmont
(Chimay)